## France-Rwanda

## Difficile mobilisation internationale

Le FPR s'oppose à tout engagement français sur le terrain

evant la réaction assez peu enthousiaste des partenaires européens et la riposte franchement hostile du mouvement rebelle FPR, Paris a « recadré » son projet d'intervention au Rwanda. Une entreprise à caractère « humanitaire », a expliqué Alain Juppé, chef de la diplomatie française, conçue pour une « durée limitée ». Il s'agit simplement d'aller au secours des populations mer acées dans un but humanitaire, insiste-t-on au Quai d'Orsay. Pas question de s'installer au Rwanda.

Mercredi. le ministre français avait causé une certaine sensation en proposant à des pays européens et africains de « monter une intervention sur le terrain (...) pour « protéger les groupes menacés d'extermination ».

On rappelle à Paris que cette initiative a été prise devant l'incapacité de l'ONU à réunir les 5500 Casques bleus prévus pour enrayer le génocide en cours au Rwanda.

Le secrétaire général de l'ONU, qui se bat depuis plusieurs semaines pour mobiliser la communauté internationale et qui avait qualifié de « honte » et de « scandale » son inertie, a donné un accueil plutôt favorable au projet français.

La France reste discrète sur les pays contactés pour faire partie de l'opération. Le succès des démarches françaises dépend largement de sa capacité à mobiliser les pays africains. A. Juppé doit d'ailleurs se rendre en Afrique francophone - au Sénégal et en Côte-d'Ivoire - en fin de semaine. Paris a déjà promis d'équiper une partie des unités africaines qui se rendraient au Rwanda. On évoque une réponse favorable du Zaire - qui n'a aucune chance d'être retenu pour cause de soutien au régime Habyarimana - et du Gabon.

## La première route numanitaire ouverte

Côté occidental, les choses ne s'annoncent guère faciles. La Belgique a apporté son soutien de principe à l'opération, en rappelant que sa participation ne serait que « logistique » et financière. Son engagement passé au Rwanda étant considéré à Bruxelles comme un obstacle à sa participation.



Londres a accueilli sans enthousiasme le projet français.

Mais le principal obstacle à l'initiative française demeure le refus catégorique du FPR de toute intervention française au Rwanda. Le mouvement rebelle accuse Paris de partialité en raison de son soutien passé au régime du président défunt. « Les Français ont entraîné l'armée, la garde présidentielle, ils ont même combattu le FPR à un moment. Ils ne devraient participer à aucune force, pas même de l'ONU, et encore moins mener une action eux-mêmes », a déclaré Jacques Bihazoga, porte-parole du FPR en Belgi-

En attendant, alors que les combats continuent à Kigali, la première « route humanitaire »

LE FPR LIBÈRE DES RÉ-FUGIÉS Les milliers de réfugiés tutsi (5000 selon certaines sources) de l'église de la Sainte-Famille et de la paroisse Saint-Paul de Kigali ont pu reprendre un peu espoir. Le Front patrio-tique rwandais (FPR) en a pris le contrôle vendredi matin, après de violents affrontements contre les forces gouvernementales et les miliciens hutu. Un obus, tombé sur l'église, a fait 40 blessés. (N.B.: la photo Gamma ci-dessus est celle d'un soldat du FPR recueillant un enfant dans le camp de Kabgayi.) Les réfugiés qui s'y trouvaient dans des conditions dramatiques n'avaient pas mangé depuis plusieurs jours, et les stocks de médicaments nécessaires pour soigner les blessés étaient épuisés depuis longtemps. Malgré le cessez-le-feu décrété à Tunis, en marge du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), les combats entre le FPR et les forces gouvernementales se pour suivent avec inten-

> vient d'être ouverte de l'Ouganda vers la capitale avec l'accord du FPR. Ce couloir permettra d'acheminer 30 tonnes de produits de première nécessité, a annoncé le ministère français des affaires étrangères. B. T.